

Bilan de travail du Député fédéral Daniel Senesael année parlementaire 2020-2021



Introduction

Voici que se termine une nouvelle année parlementaire, une année faite d'**engagements**, d'**efforts** et ponctuée par des **avancées significatives** !

Une fois n'est pas coutume, cette année – ma septième au sein du parlement fédéral – a véritablement débuté le 1er octobre 2020 avec la formation du nouveau gouvernement fédéral. Composé de trois ministres et un secrétaire d'État issus de la grande famille du Parti Socialiste, ce gouvernement prévoit la réalisation d'une série de mesures d'envergures destinées à améliorer la vie de nos concitoyens : refinancement du secteur de la santé, mesures de soutien des personnes impactées par la crise de la COVID-19, augmentation des pensions, mise en place d'une taxe sur les multinationales, le développement des moyens de transport les moins polluants, l'engagement de 1600 policiers par année ou encore le durcissement des lois sur l'égalité salariale. Autant d'initiatives dont nous pouvons nous réjouir !

La période qui suit celle de la formation du gouvernement a vu les différents ministres présenter leur programme politique de la Belgique des années à venir. En tant que membre effectif des commissions de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat, de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives, ainsi que de la commission des Pétitions, il m'a été donné de questionner les ministres compétents sur leurs projets et, lors des mois suivants, de les interpeller au sujet des mesures concrètes soumises au parlement ou adoptées précédemment. Ici se révèle l'un des aspects principaux de la fonction de député : le contrôle de l'action gouvernementale.

Cette année, j'ai concentré mes engagements sur plusieurs thématiques : la **protection de l'environnement et de la santé des citoyens face aux formes de pollution** qui les menacent, la **sécurité en zone frontalière** ou encore la **lutte contre les discriminations** – autant de thématiques qui touchent directement à la vie des citoyens et nécessitent des initiatives ambitieuses. Dans ce cadre, **141 questions** (119 orales, 21 écrites) ont été posées aux ministres fédéraux, dont 46 à la ministre de l'Environnement et du Climat (39 orales, 7 écrites), et 61 à la ministre de l'Intérieur et au Premier ministre (55 orales, 6 écrites).

J'ai également tenu à déposer **9 propositions de résolution** liées à ces sujets – ceci reflétant un autre aspect du travail de parlementaire : la soumission d'initiatives au gouvernement.

Ces résolutions ont nécessité plusieurs mois de travail, des mois durant lesquels mon abnégation et ma persévérance, ainsi que celle de mes collaborateurs, ont été mises à rude épreuve tant les efforts ayant dû être fournis ont été soutenus. Mais le travail effectué en valait la chandelle : plusieurs de nos propositions les plus ambitieuses et novatrices ont été adoptées !

À travers ce petit fascicule, je vous propose de découvrir le bilan de mon année parlementaire, de mes interventions et propositions, au travers d'explications claires et de tableaux récapitulatifs. Je vous en souhaite bonne lecture et vous invite à me contacter (via l'adresse mail bourgmestre@estaimpuis.be) ou à contacter mon collaborateur parlementaire Victor Vanderstichele (via l'adresse victor.vanderstichele@estaimpuis.be) pour me faire part de vos questions et demandes que je pourrai soutenir au sein du parlement fédéral.

Plus que jamais, votre tout dévoué

Daniel Senesael

Député-Bourgmestre

1. Stop à la pollution chimique ! Protégeons notre environnement et notre santé !

Le 2 octobre 2020, après avoir consulté plusieurs rapports sur le sujet et interrogé à ce propos la ministre de l'Environnement du précédent gouvernement, je déposais une proposition de résolution visant à établir une **plus grande transparence** en ce qui concerne les **PFAS**.

Les PFAS, qu'est-ce que c'est ?

Les PFAS sont des **substances chimiques** dites « éternelles », c'est-à-dire des substances extrêmement persistantes dans l'environnement et l'organisme humain. Depuis le début de la seconde moitié du XXe siècle, celles-ci sont largement utilisées dans l'industrie et se retrouvent dans quantité de produits de consommation : vêtements, emballages alimentaires, matériaux, revêtements, adhésifs, ustensiles de cuisine, vaisselle jetable, mousses anti-incendie, pesticides, etc.

Les PFAS sont **omniprésents** dans l'environnement, ainsi que dans l'organisme humain. À ce sujet, les études réalisées laissent entendre que la grande majorité de la population européenne présente des traces de ces substances dans l'organisme.

Les PFAS sont également des substances **toxiques**. Leur accumulation dans l'organisme peut être associée à de nombreux problèmes de santé : perturbation du système endocrinien, augmentation du taux de cholestérol dans le sang, inflammation de l'intestin, diminution du poids et de la taille à la naissance, diminution de la réponse immunitaire aux vaccins, diminution du taux d'hormones, dysfonctionnement hépatique ou encore apparition de **cancers**.

Ce qui sera mis en œuvre

Après près de 9 mois de travail et d'abnégation, ma proposition de résolution a été **adoptée** le 15 juin 2021 en commission et le 1er juillet, à l'unanimité, en séance plénière du parlement ! Cette proposition de résolution permettra de mettre en place des mesures ambitieuses et novatrices visant à informer la population de la présence de PFAS dans les produits de consommation, à mieux connaître l'impact tentaculaire de ces substances sur l'environnement et la santé, ainsi qu'à soutenir des initiatives ambitieuses au niveau européen : **la mise en place d'un étiquetage national sur les produits contenant des PFAS** – une première en Europe ! –, la réalisation d'**analyses poussées de toxicité** et le soutien de l'**interdiction des PFAS au niveau européen** !

Je souligne ici ma volonté d'aller plus loin, de prendre des mesures toujours plus ambitieuses en matière de lutte contre la pollution aux PFAS ! Aussi, j'ai dès à présent, en collaboration avec mes collaborateurs parlementaires, entamé la rédaction d'**une nouvelle proposition de résolution encore plus ambitieuse** ! L'alimentation étant la principale source d'exposition aux PFAS, nous œuvrerons pour que nos concitoyens soient mieux protégés et, dès la rentrée parlementaire, nous demanderons au gouvernement d'**interdire la présence de ces substances dans les emballages alimentaires en papier et en carton** !

En Europe, le Danemark a, dès 2020, bannis les PFAS de ses emballages alimentaires. Les Pays-bas, quant-à-eux, évaluent la possibilité de mesures similaires. Aujourd'hui, nous n'avons plus le loisir d'attendre ! Le jeudi 15 juillet 2021, les Pays-Bas, le Danemark, l'Allemagne, la Norvège et la Suède ont soutenu auprès de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) l'interdiction de plus de 6.000 substances PFAS en Europe. La Belgique doit se placer parmi ces pays avant-gardistes. Elle doit mettre en place au niveau national des mesures ambitieuses et soutenir l'interdiction pure et simple de la quasi-totalité des PFAS au niveau européen !

2. Climat, environnement et biodiversité en déclin : il faut agir d'urgence !

Tout au long de cette année parlementaire, je n'ai pas manqué de me tenir informé des différents rapports portant sur l'évolution de notre environnement et du Climat. **Le déclin de l'environnement et le changement climatique sont aujourd'hui bien réels, et risquent fortement de s'aggraver dans les années à venir si rien n'est fait.** Leurs causes sont multiples, et les connaissances que nous en avons augmentent d'année en année. Aussi, j'ai tenu à interpeller les ministres compétents en matière de protection de l'environnement et du climat sur une série de problématiques, pour plaider en faveur de mesures efficaces. Parmi ces problématiques, nous retrouvons celles de **la pollution due aux objets numériques** (TV, ordinateurs, smartphones, etc.), **le déclin des insectes pollinisateurs**, les émissions de **méthane** et de **particules fines**, la pollution des **zones marines**, celle liée à **l'industrie**, à **l'aviation** ou encore la pollution attachée aux investissements du **secteur financier**.

Si beaucoup de mesures ont été réalisées ou le seront, il était à mes yeux important d'apporter ma pierre à l'édifice et de déposer plusieurs propositions de résolutions visant à lutter contre le déclin de l'environnement et le changement climatique.

La pollution numérique : un problème face auquel il faut agir !

Le 1er juin 2021, j'ai pu déposer une proposition visant à favoriser l'économie circulaire quant aux objets numériques dont le fonctionnement nous force à jeter une quantité toujours plus importante de ces objets pour les remplacer par d'autres et dont la production, le fonctionnement et les déchets causent d'importantes formes de pollution. En somme, ma proposition de résolution, laquelle sera discutée à la rentrée parlementaire, permettra à chacun d'**utiliser ses objets numériques plus longtemps**, de les **réparer**, de les **réutiliser**, sans être contraint de systématiquement devoir les jeter, et, ce faisant, de **diminuer les formes de pollution qui leur sont attachées**.

Mercredi 14 juillet 2021, nous apprenions l'organisation Test Achats avait interpellé l'entreprise Apple en raison de **l'obsolescence programmée** de certains de ses appareils : les mises à jour de ces appareils ralentiraient fortement leur fonctionnement. Ce type de défauts de fonctionnement peut être observé sur de nombreux produits électroniques de marques différentes et

pousse les consommateurs à délaisser leur appareil pour le remplacer par un neuf, parfois peu de temps après leur achat initial. En une phrase : **ce type de défaut pousse à la surconsommation !** Ceci ne peut être accepté, d'autant plus si l'on considère la pollution considérable liée à la production des appareils numériques, à l'extraction des matières premières nécessaires à cette fin (à titre d'exemple, la production d'une seule télévision nécessite l'extraction de près de 2,5 tonnes de matières premières), à leur fonctionnement et au traitement de leurs déchets (lesquelles se retrouvent bien souvent exportés illégalement dans des pays en voie de développement et sont directement rejetés dans l'environnement ou brûlés) – sans oublier les drames humains causés par la pollution, l'exploitation et le trafic illégaux de matières premières. **Par le biais de notre proposition de résolution, nous entendons nous battre pour que cette chaîne de pollution toujours plus importante cesse et laisse place à des modes de production et de réutilisation respectueux de l'environnement, des consommateurs et des droits de l'homme !**

Protégeons la biodiversité et prévenons les pandémies !

Qui dit dégradation de l'environnement, dit bien souvent déclin de la biodiversité. Nous savons qu'à l'échelle belge, européenne et internationale, la biodiversité est de plus en plus acculée par le développement des activités humaines. Aujourd'hui, de nombreux scientifiques estiment que ce phénomène constitue l'une des causes premières de la pandémie de la COVID-19 qui touche la population mondiale depuis plus d'une année. Face à cela, j'ai impérativement tenu à soutenir et à cosigner une proposition du Parti Socialiste demandant au gouvernement d'engager des initiatives nationales et européennes efficaces visant à **protéger les écosystèmes et les animaux** à diverses échelles et, ce faisant, à **contrer** les phénomènes susceptibles de favoriser l'**émergence de pandémies futures**. Concrètement, par cette résolution, nous demandons au gouvernement de **mieux lutter contre le trafic illégal d'espèces vivantes**, de **mieux protéger les espaces naturels vierges**, de **soutenir davantage les activités humaines équitables et écologiques**, ou encore de **mettre en place des normes sociales et environnementales plus ambitieuses** en matière de protection de l'environnement et du climat.

Protégeons les mers et les océans !

Ma fonction de membre effectif de la commission Énergie, Environnement et Climat m'a permis d'interpeller à de nombreuses reprises le ministre de la Mer du Nord au sujet des **formes de pollution qui touchent le littoral belge**, ainsi qu'au sujet des **engagements de la Belgique en**

matière de protection des océans.

Ce concernant, j'ai tenu à le questionner à propos des sources de pollution terrestres qui entraînent un déversement de **plastiques** à usage unique, d'**eaux usées**, de **substances chimiques**, encore de **métaux lourds** dans la Mer du Nord, et j'ai souhaité questionner la ministre de l'Environnement quant aux activités (**chalutage, raclage et dragage industriels, trafic maritime, pêche**) qui impactent les écosystèmes de notre littoral.

Depuis 2013, la Belgique sponsorise le contrat d'exploitation minière d'une société anversoise dans l'océan Pacifique. En étant mené à bien, celui-ci causerait d'irréremédiables dommages à l'unique et fragile écosystème de ces zones marines. Aussi, je n'ai pas manqué de déposer une proposition de résolution demandant à **soutenir** davantage la **recherche scientifique** et à **faire respecter la législation environnementale afin de préserver la biodiversité des écosystèmes marins uniques**.

Dès à présent, je peux annoncer que je porterai mes engagements en matière de protection de l'environnement – et, plus particulièrement, des océans – lors du **1er Sommet des Parlementaires Engagés pour la Nature** qui se tiendra **le 10 septembre prochain à Marseille**, dans le cadre du Congrès Mondial pour la Nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature. Les problèmes de la dégradation de la nature et du changement climatique sont des problèmes planétaires. Les défis qui se présentent à nous sont titanesques et nécessitent que nous collaborions tous, quelles que soient nos origines ou nos convictions. Aussi, je tâcherai de prendre mes responsabilités et de peser de tout mon poids en faveur de mesures ambitieuses et nécessaires.

3. Pour une coopération policière transfrontalière toujours plus efficace !

Le 24 février 2021, je déposais une proposition de résolution visant une amélioration structurelle de la coopération policière transfrontalière, laquelle était nourrie de mes contacts avec les policiers et commissaires belges et français officiant en zone frontalière.

Sécurité en zone frontalière : quelle est la situation ?

De **nombreuses formes de criminalité** régionales, nationales et internationales sont **observées** de manière récurrente **de part et d'autre de la frontière franco-belge** : délits de violation de domicile, de vol dans les domiciles et dans les voitures, de vol de voiture, de trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Ces formes de criminalité sont facilitées par la présence de la frontière, dont profitent bien souvent les criminels transfrontaliers : celle-ci n'est pour eux en aucun cas contraignante, tandis qu'elle entrave bien souvent les recherches et interventions des policiers frontaliers.

Que faire ?

Des accords en matière de coopération policière transfrontalière ont été passés entre la Belgique et la France en 2001 et 2013, dits accords de Tournai I et II. Ces accords ont permis un certain nombre d'avancées décisives, mais force est de constater que de nombreux problèmes subsistent et qu'un processus d'amélioration structurel doit être engagé. Aussi, j'ai tenu à travailler à l'élaboration d'une proposition de résolution devant aboutir à la signature **d'un accord Tournai III**, un accord permettant de répondre au mieux aux problèmes rencontrés, au quotidien, par nos policiers et concitoyens frontaliers.

Après plusieurs mois de travail, ma proposition a été adoptée à par le parlement fédéral, une première fois en commission le 29 juin 2021, une seconde en séance plénière le 13 juillet ! Son adoption constitue une étape fondamentale en vue de permettre l'élargissement de l'**autorisation des poursuites policières de l'autre côté de la frontière**, l'**amélioration de la communication entre policiers belges et français**, ainsi que la **mise en place de formations policières spécifiques pour tout agent arrivant en zone frontalière**.

Ces mesures renforceront pleinement la lutte contre la criminalité transfrontalière et favoriseront le sentiment de sécurité des personnes résidant à proximité de la frontière !

4. Pour une police à l'écoute de la population !

Soutenons la proximité de la police !

Mon expérience de bourgmestre m'a appris l'importance des sentiments de sécurité et de proximité que la population peut éprouver vis-à-vis de la police. Ces sentiments nécessitent l'établissement d'une véritable relation de confiance entre citoyens et forces de l'ordre – chose ô combien nécessaire à la quiétude d'une rue, d'un village ou d'une ville. Aussi, dans le cadre de mon activité parlementaire, j'ai accordé une attention toute particulière à l'amélioration de cette relation et appelé à un encadrement efficace de certaines thématiques : la **prise d'image** de la police en intervention, les **agents de quartier**, les **bodycams** ou encore la médiation.

Je précise que mes collaborateurs et moi-même travaillons actuellement à la rédaction d'une proposition visant à **faciliter la médiation entre citoyens et policiers** en cas de plainte et de **lutter contre les faits de violence policière**.

5. Luttons contre les discriminations !

Malheureusement, de nombreux phénomènes haineux sont toujours observés en Belgique : **racisme, homophobie et transphobie**. J'ajouterais que de trop nombreux faits de **viol**, de **harcèlement de rue** et d'**exploitation de mineurs** sont encore trop souvent constatés dans notre pays. Chaque jour, de tels faits surviennent dans notre pays. Chaque jour, des personnes sont attaquées physiquement ou moralement, des personnes perdent la vie, comme David, battu à mort dans un parc de Beveren en raison de son homosexualité. De tels faits n'ont aucunement leur place dans nos sociétés. Plus que jamais engagé dans la lutte contre les discriminations, j'ai tenu, tout au long de l'année, à interpeller les ministres compétents au sujet des **actes haineux** commis à **l'encontre de personnes homosexuelles ou transsexuelles**, les faits de **viol**, les **violences de genre**, le **harcèlement de rue**, ou encore l'exploitation sexuelle des mineurs, et n'ai pas manqué de plaider en faveur d'un **suivi policier et judiciaire des plaintes** toujours plus **adapté**.

De plus, Unia, une institution publique indépendante qui lutte contre la discrimination et défend l'égalité des chances, a révélé que le nombre de faits de discrimination commis par les policiers envers les citoyens est en augmentation depuis plus de deux ans. Considérant cela, j'ai déposé une proposition de résolution par laquelle il est demandé au gouvernement de favoriser une **meilleure évaluation de tels faits au sein de la police** et de veiller particulièrement à la **bonne application des règlements juridiques relatifs à la lutte contre les discriminations**.

Durant de trop nombreuses années, les hommes ayant eu des relations avec d'autres hommes ont été systématiquement exclus du don de sang en raison de leur orientation sexuelle. Si ceci peut être perçu comme une avancée, il n'en demeure pas moins que persiste toujours une discrimination claire à l'égard d'une communauté en raison de son appartenance sexuelle. **Seul le critère de la qualité du sang devrait être examiné lors du don de sang**, et non l'origine de la population dont il est issu. **Il est fondamental de focaliser l'analyse sur les comportements sexuels, qu'ils soient entre personnes de même sexe ou de sexe différent, et non sur l'orientation sexuelle du donneur**. En 2015, je déposais à la chambre des représentants une proposition de résolution visant à supprimer l'exclusion du don de sang de personnes en raison de leur orientation sexuelle. Constatant que cette problématique n'a pas été solutionnée, j'ai décidé de déposer une nouvelle proposition de résolution visant à lutter contre ce type de discriminations. Cette résolution vise notamment à inscrire dans la loi sur le don de sang la mention « **nul ne peut être exclu du don de**

sang en raison de son orientation sexuelle ».

La proposition visant à **reconnaître le droit à l'intégrité physique des personnes intersexes** initiée par le PS, et que j'eus la chance de signer, a été adoptée le 11 février 2021 à l'unanimité à la Chambre. Les personnes intersexes présentent une variation au niveau du sexe, observable dès la naissance ou apparente plus tard au cours de la vie. L'Institut pour l'Égalité des femmes et des hommes révèle que cinq enfants naissent chaque jour en Belgique avec une variation au niveau de leurs caractéristiques sexuelles. Ces personnes subissent souvent une **pression normalisatrice qui conduit à des interventions médicales pratiquées très tôt et aux conséquences parfois très lourdes** - et ce, en dépit du fait que les personnes concernées sont, pour leur immense majorité, en bonne santé physique. La proposition adoptée permet notamment de garantir, sauf nécessité médicale et situation d'urgence, **l'interdiction légale de toute modification des caractéristiques sexuelles d'un mineur sans le consentement éclairé de celui-ci** et de faire bénéficier d'une **indemnisation les personnes intersexes qui ont subi un traitement médical inutile ou dégradant**.

Enfin, le 15 juin 2021, le **parlement hongrois** a adopté une loi visant à interdire la mise à disposition de mineurs de contenus qui « montrent ou encouragent » le changement de sexe ou l'homosexualité. Indigné par le fait qu'une telle loi puisse avoir été votée au XXI^e siècle dans un pays européen, **une loi portant frontalement atteinte aux droits et libertés des LGBTQI**, mais également **à la liberté d'expression**, j'ai tenu à rédiger une proposition de résolution demandant au gouvernement belge de **pousser au niveau européen pour que la Commission européenne saisisse rapidement la Cour de Justice de l'Union européenne à ce sujet** et, si cela ne devait pas aboutir, de prendre l'initiative de saisir directement la Cour de Justice de l'union européenne à Luxembourg et la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg.

6. Parlement Benelux : pour une meilleure collaboration transfrontalière dans la lutte contre des pandémies !

Mon travail en tant que membre effectif du Conseil Interparlementaire consultatif du Benelux a consisté en un grand nombre d'interpellations, de participations aux débats des différentes commissions du parlement, ainsi qu'en la rédaction de propositions. Parmi ces propositions, nous retrouvons celle d'**améliorer la collaboration transfrontalière dans la lutte contre des pandémies** au sein du Benelux, mais également de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai. Après plusieurs mois de travail conjoint, de consultation d'experts et de rapports, mes collègues et moi-même sommes tombés d'accord sur plusieurs mesures visant notamment à organiser, en cas de pandémie, la **mobilité transfrontalière des patients d'hôpitaux** et de **mettre à disposition du personnel médical et du matériel de soins** par-delà les frontières, de garantir la **libre circulation des personnes**, des biens et des services et d'être **attentif à l'enseignement transfrontalier**.

Nous n'avons que trop souvent observé, certainement lors de la première vague de contamination, que chaque pays a appréhendé la crise selon le principe du "chacun pour soi", ce qu'il faudra absolument veiller à éviter à l'avenir. Cette proposition, j'en suis intimement persuadé, nous aidera à **tirer les enseignements des erreurs** qui ont indéniablement été commises. Le **Benelux** sera ainsi **mieux armé pour faire face à d'autres pandémies !**

7. La Wallonie picarde au cœur de mes engagements !

Plusieurs des sujets évoqués plus haut reflètent ma volonté de solutionner les problèmes rencontrés par mes concitoyens de Wallonie picarde. À titre d'exemple, je citerais la problématique de la coopération policière entre la Belgique et la France, celle de la coordination des hôpitaux wallons, flamands et français au sein de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, ou encore celle de la relation entre citoyens et policiers.

À cela, je dois ajouter un certain nombre de thématiques et de problèmes que m'ont transmis mes concitoyens et qui ont fait l'objet de questions et d'interpellations : le manque de signes distinctifs sur les uniformes de police, les poids lourds ne faisant pas l'objet de contrôles, les alertes à la bombe survenues à la gare de Tournai, l'attaque informatique subie par le CHwapi de Tournai, la conduite sous l'influence de gaz hilarant, le statut des transfrontaliers durant la crise sanitaire, l'immatriculation des personnes françaises en Belgique, les aides accordées aux employés de la fonction publique contraints au télétravail, les travaux de la SNCB sur la ligne Mouscron-Tournai, l'entretien de la gare de Blaton, la coopération des services de secours belges et français, le projet de suppression des passages à niveau d'Infrabel, les contrôles des tabac shops, ou encore l'entretien et la réparation des bornes frontalières entre la Belgique et la France. Si des éléments de réponse satisfaisant ont été apportés à plusieurs de ces questions, je m'assurerai du suivi de ces thématiques durant l'année parlementaire prochaine. Je resterai également attentif aux difficultés rencontrées par mes concitoyens et mettrai toujours tout en œuvre pour que celles-ci soient solutionnées.

ANNEXE – TABLEAUX RECAPITALITIFS

Questions

I. Commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat

II.1. Environnement, Climat

a) Questions orales

Date	Sujet
10/11/20	L'impact environnemental du numérique
10/11/20	L'exportation de pesticides interdits en Europe
10/11/20	Le déclin des insectes pollinisateurs sauvages en Belgique
10/11/20	La pollution aux PFAS en Belgique
08/12/20	Le 'Leaders' Pledge for Nature'
08/12/20	Le lien entre pollution atmosphérique et mortalité due à la covid
08/12/20	Le rapport climatique 2020 de l'IRM
08/12/20	L'impact de la pollution atmosphérique sur la santé des personnes âgées
08/12/20	L'importation des émissions de gaz à effets de serre
12/01/21	Le Climate Change Performance Index 2021
12/01/21	Les émissions de particules fines non dues aux gaz d'échappement
12/01/21	Les déchets électroniques
12/01/21	La pollution lumineuse
12/01/21	Les émissions de nanoparticules
09/02/21	Le développement durable, la biodiversité et les entreprises belges
09/02/21	Le trafic de bois illégal
09/02/21	Le rapport 2020 du Programme des Nations Unies pour l'environnement
09/02/21	La pollution marine due aux activités terrestres
09/03/21	La cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
09/03/21	L'évolution du climat en zones urbaines
09/03/21	L'impact énergétique et environnemental du numérique
09/03/21	Les émissions de gaz à effet de serre liées au béton et au ciment
30/03/21	Le rappel de la Commission européenne relatif à la qualité de l'air en Belgique
30/03/21	L'impact environnemental du chalutage industriel

30/03/21	La pollution aux particules fines
30/03/21	Le programme CORSIA et l'impact climatique de l'aviation
30/03/21	Les suites de 'l'affaire Climat'
11/05/21	L'examen environnemental 2021 de l'OCDE
11/05/21	Le captage et le stockage du CO ²
11/05/21	L'impact climatique des cryptomonnaies
11/05/21	Les responsabilités du secteur financier à l'égard du climat
08/06/21	Le rapport "Scenarios for a climate neutral Belgium by 2050"
08/06/21	Le rapport "Global Methane Assessment" du PNUE
08/06/21	Le rapport "Aquatic Pollutants in Ocean and Fisheries" de l'IPEN
13/07/21	Les émissions de particules fines dues à l'usure des freins, des pneus et des revêtements routiers
13/07/21	Le rapport « les enfants et les décharges numériques » de l'OMS
13/07/21	Le Circular & Fair ICT Pact
13/07/21	La CIMES du 8 juillet 2021
13/07/21	Le verdict de l'affaire Climat
<i>39 questions</i>	

b) Questions écrites

Date	Sujet
06/11/20	La pollution liée aux climatiseurs
10/11/20	Les alternatives aux néonicotinoïdes
12/11/20	La présence des fumées provenant des incendies américains en Belgique
12/11/20	La hausse des émissions mondiales de méthane
09/02/21	Le rapport "Sustainable Recovery" de l'AIE
23/03/21	Les mesures de sécurité relatives aux lignes à haute tension
27/04/21	La Global Energy Review 2021 de l'AIE
<i>7 questions</i>	

II.2. Énergie

a) Questions orales

Date	Sujet
09/02/21	Le rapport "Sustainable Recovery" de l'AIE
27/04/21	La Global Energy Review 2021 de l'AIE
<i>2 questions</i>	

b) Questions écrites

Date	Sujet
31/03/21	Les mesures de sécurité relatives aux lignes à haute tension
05/07/21	La capture, le stockage et le transport du dioxyde de carbone
<i>2 questions</i>	

II.3. Mer du Nord

a) Question orale

Date	Sujet
16/03/21	La pollution marine due aux activités terrestres
25/05/21	La protection des zones marines
25/05/21	L'exploitation des grands fonds marins
<i>3 questions</i>	

II. Commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives

II.1. Intérieur, Sécurité

a) Questions orales

Date	Sujet
14/10/20	L'harmonisation et l'identification des uniformes de police
14/10/20	La situation psychosociale des services d'observation des unités spéciales de la police fédérale
14/10/20	Les actes de violence à caractère haineux perpétrés à l'encontre des personnes homosexuelles
14/10/20	L'exportation illégale de déchets en France
14/10/20	Les réseaux criminels actifs dans l'exportation de déchets plastiques vers l'Asie
21/10/20	Les présidents de SPF
28/10/20	La hausse de la cybercriminalité
10/11/20	Les fêtes illégales
09/12/20	Les formations policières en zone frontalière
09/12/20	Les opérations policières de contrôle des poids lourds

09/12/20	L'augmentation de la mortalité routière en Belgique
30/12/20	Les aspects relatifs à la prise d'image par les citoyens dans les formations policières
09/12/20	Les formations policières en zone frontalière
09/12/20	Les opérations policières de contrôle des poids lourds
09/12/20	L'augmentation de la mortalité routière en Belgique
13/01/21	La sécurité des données électroniques de la police
13/01/21	La fonction de proximité de la police
13/01/21	Le vote par internet
13/01/21	Les radars tronçon et le contrôle de la vitesse des motards
22/01/21	Les contrôles des tabac shops
22/01/21	Les alertes à la bombe
10/02/21	Le contrôle automatique de la vitesse des motards
10/02/21	L'attaque informatique subie par le CHwapi de Tournai
10/02/21	L'encadrement réglementaire du recours aux bodycams
10/02/21	Le financement de la NAPAP en 2021
24/02/21	Les faits de viol en Belgique
24/02/21	La poursuite de fugitifs en période de covid
24/02/21	La conduite sous l'influence de gaz hilarant
24/02/21	Les faits de viol en Belgique
03/03/21	Le port de l'armement en dehors des heures de service
03/03/21	Le recours à la médiation dans la gestion des plaintes à l'encontre des policiers
03/03/21	Les formations policières en période de covid
09/03/21	Les demandes de cartes d'identité électroniques et de certificats d'immatriculation de véhicules
31/03/21	Les violences de genre
21/04/21	La cyberattaque subie par le centre hospitalier de Tournai
21/04/21	Le statut des transfrontaliers
21/04/21	Le dernier rapport de l'inspection générale de la police
21/04/21	La lutte contre le harcèlement de rue
21/04/21	La coopération transfrontalière en matière de secours et d'assistance
05/05/21	Le financement de la NAPAP
05/05/21	L'utilisation de véhicules à faible émissions par la police
05/05/21	La vente en ligne de t-shirts présentant le logo de la police fédérale
05/05/21	La mortalité routière en Belgique
19/05/21	La coopération transfrontalière en matière de lutte contre les crimes contre l'environnement

19/05/21	Les partenariats locaux de prévention
02/06/21	La cellule Personnes disparues de la police fédérale
02/06/21	Les suicides au sein de la police
02/06/21	La cyberattaque contre le SPF Intérieur
02/06/21	Le rapport annuel 2020 de Child Focus
09/06/21	La vulnérabilité des serveurs Microsoft Exchange
16/06/21	La lutte contre la transphobie et l'homophobie
16/06/21	Le rapport annuel du Comité P
30/06/21	Les conditions d'utilisation des bodycams
05/07/21	La cyberattaque contre Belnet
<i>55 questions</i>	

b) Questions écrites

Date	Sujet
22/01/21	Les alertes à la bombe
22/01/21	Les contrôles des tabac shops
21/01/21	La hausse des signalements de comportements discriminatoire observée par Unia
18/02/21	Lutte contre les organisations criminelles
18/02/21	Les uniformes policiers
23/03/21	Les faits de violence à caractère homophobe
<i>6 questions</i>	

II.2. Migration

a) Question orale

Date	Sujet
09/03/21	Les demandes de cartes d'identité électroniques et de certificats d'immatriculation de véhicules
<i>1 question</i>	

b) Question écrite

Date	Sujet
11/06/21	Le taux d'occupation des centres d'accueil de demandeurs d'asile.
<i>1 question</i>	

II.2. Matières administratives

a) Questions orales

Date	Sujet
09/02/21	Le télétravail dans la fonction publique
20/04/21	La promotion des femmes aux fonctions supérieures des services publics
20/04/21	La prime pour le télétravail des agents de la fonction publique
02/06/21	La fracture numérique
<i>4 questions</i>	

III. Commission de la Mobilité, des Entreprises publiques et des Institutions fédérales

III.1. Mobilité

a) Questions orales

Date	Sujet
17/03/21	Les travaux de la SNCB en Wallonie picarde.
17/03/21	Les demandes de cartes d'identité électroniques et de certificats d'immatriculation de véhicules
<i>2 questions</i>	

b) Questions écrites

Date	Sujet
30/10/20	La gare de Blaton
04/11/20	Les travaux de la SNCB en Wallonie picarde
04/11/20	Le projet de suppression des passages à niveau d'Infrabel
26/03/21	Les demandes de carte d'identité électronique et d'immatriculation
<i>4 questions</i>	

III.2. Institutions fédérales

a) Question orale

Date	Sujet
23/02/21	Le bâtiment loué au bénéfice de la police fédérale à Tournai
<i>1 question</i>	

IV. Commission des Finances et du Budget

IV.1. Finances

a) Questions orales

Date	Sujet
10/03/21	Les contrôles des tabac shops
30/06/21	L'impact climatique de la création d'une monnaie numérique européenne
30/06/21	Les responsabilités du secteur financier à l'égard du climat
<i>3 questions</i>	

b) Question écrite

Date	Sujet
13/04/21	Les contrôles des tabac shops
<i>1 question</i>	

V. Commission de la Santé et de l'Égalité des chances

V.1. Santé

a) Questions orales

Date	Sujet
07/06/21	La décision de la Commission européenne relative à l'importation de soja génétiquement modifié
13/07/21	La problématique des PFAS

2 questions

VI. Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Agenda numérique

VI.1. Agenda numérique

a) Questions orales

Date	Sujet
28/10/20	L'emploi des cartes d'identité en tant que cartes-client dans certains commerces
02/06/21	La fracture numérique
02/06/21	L'impact climatique des cryptomonnaies
<i>3 questions</i>	

VII. Commission des Relations extérieures

a) Question orale

Date	Sujet
02/03/20	L'entretien et la réparation des bornes-frontières entre la Belgique et la France.
<i>1 question</i>	

b) Question écrite

Date	Sujet
03/12/20	L'entretien et la réparation des bornes-frontières entre la Belgique et la France.
<i>1 question</i>	

VIII. Commission de la Justice

a) Question orale

Date	Sujet
17/03/21	Les faits de viol en Belgique
<i>1 question</i>	

IX. Séance plénière

a) Questions orales

Date	Sujet
08/07/21	Les normes en matière de PFOS et la communication de l'AFSCA
11/03/21	Le crime homophobe commis à Beveren
<i>2 questions</i>	

Totaux :

Questions orales : 119

Questions écrites : 22

Propositions de résolution

Sujet	Dépôt	Votes
Proposition de résolution visant à reconnaître le droit à l'intégrité physique des mineurs intersexes	09/07/19	Adoptée 11/02/21
Proposition de résolution visant à plus de transparence au sujet de la production et de l'usage des PFAS	02/10/20	Adoptée 01/07/21
Proposition de résolution visant à préserver notre biodiversité et à prévenir l'émergence de pandémies	05/10/20	
Proposition de résolution relative à l'exploitation minière des fonds marins.	03/12/20	Adoptée 28/01/21
Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre les discriminations au sein de la police	09/02/21	
Proposition de résolution visant une amélioration structurelle de la coopération policière entre la Belgique et la France	24/02/21	
Proposition de résolution visant à promouvoir le développement technologique lié à l'hydrogène propre et décarboné comme matière première produite à des fins industrielles et comme vecteur énergétique d'avenir	25/02/21	
Proposition de résolution visant à revoir les conditions du don de sang des personnes en raison de leur orientation sexuelle	04/03/21	
Proposition de résolution visant l'évaluation et la réduction des impacts environnementaux et climatiques des équipements numériques	01/06/21	
Proposition de résolution demandant à la Belgique de prendre l'initiative de saisir la Cour de Justice de l'Union européenne et la Cour européenne des droits de l'Homme pour dénoncer les mesures liberticides et discriminatoire à l'encontre des personnes LGBTQI prises par la Hongrie	06/07/21	

Rapporteur

Sujet
Proposition de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace en ce qui concerne l'obligation, pour le Service d'Enquêtes du Comité P, d'informer l'autorité disciplinaire compétente de l'existence d'une faute disciplinaire éventuelle lorsqu'il agit dans le cadre d'une enquête judiciaire.
Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, en vue d'instaurer l'indexation de la dotation fédérale aux zones de secours